

Art. 9. Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations au pair de leur valeur nominale le 14 février 1979.

Les porteurs qui n'ont pas fait usage de cette faculté dans un délai d'un mois à compter de cette date, c'est-à-dire avant le 14 mars 1979, sont censés avoir renoncé au remboursement anticipé.

Le remboursement anticipé est effectué sans bonification d'intérêt pour la période mensuelle précitée.

Art. 10. Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont effectués aux guichets du Caissier de l'Etat à la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles et en province.

Les obligations présentées au remboursement doivent être munies des coupons d'intérêt non échus à la date d'exigibilité du capital; le montant des coupons manquants sera bonifié au Trésor.

Art. 11. Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1er, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 janvier 1972.

A. VLERICK

Art. 9. De houders kunnen de vervroegde terugbetaling van hun obligaties bekomen op 14 februari 1979 a pari van hun nominale waarde.

De houders die van dat recht geen gebruik hebben gemaakt binnen een termijn van één maand te rekenen van gezegde datum, dat wil zeggen vóór 14 maart 1979, worden geacht van de vervroegde terugbetaling te hebben afgezien.

De vervroegde terugbetaling geschiedt zonder renteuitkering voor de gezegde maandperiode.

Art. 10. De betaling van de coupons en de terugbetaling van de obligaties geschieden aan de loketten van de Rijkskassier, bij de Nationale Bank van België, te Brussel en buiten de hoofdstad.

De ter terugbetaling ingediende obligaties moeten voorzien zijn van de op de datum van opvorderbaarheid van het kapitaal niet vervallen rentecoupons; het bedrag der ontbrekende coupons wordt aan de Schatkist vergoed.

Art. 11. Aan de in artikel 1 bedoelde banken, wisselagenten en private spaarkassen alsmede aan de financiële instellingen van de openbare sector wordt een commissieloon van 1,25 pct. op het door hun toedoen ingetekend nominaal kapitaal toegekend.

Een commissieloon van 1 pct. mag aan de institutionele beleggers worden toegekend.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 28 januari 1972.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

19 OCTOBRE 1971

Arrêté royal fixant les modalités de l'agrégation des médecins spécialistes

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifiée par la loi du 8 avril 1965, notamment les articles 23, 3^e et 153, § 4;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1963, établissant la nomenclature des prestations de santé, modifié par les arrêtés royaux des 30 octobre 1964, 12 décembre 1966 et 22 décembre 1967, notamment l'article 10;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 15 octobre 1971;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 18 octobre 1971;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Le docteur en médecine, chirurgie et accouchements qui désire être porté sur la liste des médecins spécialistes visée à l'article 153, § 4, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, doit avoir obtenu du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions une agrégation aux conditions définies au présent arrêté.

Art. 2. Aux fins du présent arrêté, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions agrée, selon les modalités définies ci-après, des maîtres de stage ainsi que des centres et des services de stage.

CHAPITRE II. — Des organes ; composition et mission

Art. 3. § 1er. Il est institué auprès du Ministère de la Santé publique et de la Famille une Commission d'agrégation des médecins spécialistes pour chacune des spécialités médicales déterminées en exécution des dispositions légales relatives à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

§ 2. Il est institué auprès du même Ministère un Conseil supérieur des médecins spécialistes.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

19 OKTOBER 1971. — Koninklijk besluit

tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van geneesheren-specialisten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963, tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid de artikelen 23, 3^e en 153, § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1963, tot vaststelling van de nomenclatuur der geneeskundige verstrekkingen gewijzigd door de koninklijke besluiten van 30 oktober 1964, 12 december 1966 en 22 december 1967, inzonderheid artikel 10;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van het Openbaar Ambt, gegeven op 15 oktober 1971;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 1971;

Gelet op de wet van 23 december 1946, houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De doctor in de genees-, heel- en verloskunde die wenst te worden opgenomen op de lijst van geneesheren-specialisten, bedoeld in artikel 153, § 4, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering moet, door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, zijn erkend overeenkomstig de in dit besluit omschreven voorwaarden.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit erkent de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort stagemeesters, als ook stagecentra en -diensten, overeenkomstig de hieronder omschreven voorwaarden.

HOOFDSTUK II. — Organen — Samenstelling en taak

Art. 3. § 1. Bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin wordt een Commissie voor erkenning van geneesheren-specialisten opgericht voor elke geneeskundige specialiteit, vastgesteld door de wetten en verordeningen betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

§ 2. Bij hetzelfde Ministerie wordt een Hoge Raad van geneesheren-specialisten opgericht.

Art. 4. Chaque Commission d'agrégation se compose d'une chambre d'expression néerlandaise et d'une chambre d'expression française qui examinent les affaires devant être traitées respectivement en néerlandais ou en français conformément à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative.

Art. 5. Chaque chambre est composée de six membres effectifs et d'autant de suppléants nommés, pour un terme renouvelable de six ans, par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, dont :

1° trois docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, occupant des fonctions académiques, reconnus compétents ou agréés dans la spécialité et proposés par les facultés de médecine des universités;

2° trois docteurs en médecine, chirurgie et accouchements reconnus compétents ou agréés dans la spécialité et proposés sur une liste double par leurs associations professionnelles.

La Chambre élit un président et un vice-président en son sein.

Les fonctions de secrétaire sont assumées par un fonctionnaire désigné par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Art. 6. Chaque chambre de la Commission d'agrégation des médecins spécialistes a pour mission :

1° de donner au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions un avis motivé sur les demandes d'agrégation en qualité de médecin spécialiste qui lui sont adressées;

2° de donner au candidat médecin spécialiste un avis motivé sur le plan de stage introduit par lui;

3° de donner, à la demande du Conseil supérieur des médecins spécialistes, un avis sur les critères spécifiques à prendre en considération pour l'agrégation des médecins spécialistes, des maîtres de stage, des centres et des services de stage;

4° de donner, à la demande du Conseil supérieur des médecins spécialistes, un avis motivé sur la valeur des maîtres de stage et sur la valeur de formation des centres et des services de stage.

Art. 7. § 1er. Le Conseil supérieur des médecins spécialistes se compose d'une chambre d'expression néerlandaise et d'une chambre d'expression française qui examinent les affaires devant être traitées respectivement en néerlandais ou en français.

Il est présidé par un docteur en médecine, chirurgie et accouchements désigné par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions parmi les fonctionnaires de son département.

§ 2. Chaque chambre est composée de seize membres effectifs et d'autant de suppléants nommés pour un terme renouvelable de six ans par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions :

— un président, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, proposé sur une liste double, selon le cas, par l'Académie royale de Médecine de Belgique ou par la « Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België »;

— un docteur en médecine, chirurgie et accouchements proposé sur une liste double par le Conseil national de l'Ordre des médecins;

— six docteurs en médecine, chirurgie et accouchements dont quatre au moins reconnus compétents ou agréés dans une spécialité et proposés sur une liste double par les associations professionnelles;

— six docteurs en médecine, chirurgie et accouchements reconnus compétents ou agréés dans une spécialité et occupant ou ayant occupé des fonctions académiques et proposés sur une liste double par les facultés de médecine des universités;

— un docteur en médecine, chirurgie et accouchements proposé par le Ministre de la Prévoyance sociale;

— un docteur en médecine, chirurgie et accouchements représentant le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 3. Les fonctions de secrétaire sont assumées par un fonctionnaire désigné par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Le secrétariat du Conseil supérieur est assumé par les secrétaires des deux chambres.

§ 4. Lorsque la chambre doit se prononcer au degré d'appel sur la demande d'agrégation d'un médecin spécialiste, un de ses membres, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, appartenant à la spécialité en cause, doit participer à la délibération.

Art. 4. Elke erkenningscommissie bestaat uit een nederlandsstalige en een franstalige kamer die de zaken onderzoeken, die respectievelijk in het Nederlands of in het Frans moeten worden behandeld, overeenkomstig de wetgeving op het gebruik der talen in bestuurszaken.

Art. 5. Elke kamer bestaat uit zes leden en evenveel plaatsvervangers, die voor een verlengbare termijn van zes jaar door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort worden benoemd, onder wie :

1° drie doctors in de genees-, heel- en verloskunde die een academisch ambt bekleden, van wie algemeen is bekend dat zij bevoegd zijn in de specialiteit of die als specialist zijn erkend en die door de geneeskundige faculteiten van de universiteiten zijn voorgedragen;

2° drie doctors in de genees-, heel- en verloskunde, van wie algemeen is bekend dat zij bevoegd zijn in de specialiteit of die als specialist zijn erkend en die door hun beroepsorganisaties op een lijst met dubbeltallen worden voorgedragen.

De kamer kiest uit haar midden een voorzitter en een ondervoorzitter.

Het secretariaat wordt waargenomen door een ambtenaar, aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort.

Art. 6. Elke kamer van de Commissie voor erkenning van geneesheren-specialisten is ermee belast :

1° de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort een beredeneerd advies te verstrekken over de aanvragen tot erkenning als geneesheer-specialist die haar worden voorgelegd;

2° de kandidaat geneesheer-specialist een beredeneerd advies te verstrekken over het door hem ingediend stageplan;

3° op verzoek van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten advies uit te brengen over de specifieke normen waarmee rekening moet worden gehouden voor de erkenning van geneesheren-specialisten, stagemeesters, alsook van stagecentra en -diensten;

4° op verzoek van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten een beredeneerd advies uit te brengen over de waarde van de stagemeesters en over de waarde van de opleiding die in de stagecentra en -diensten wordt gegeven.

Art. 7. § 1. De Hoge Raad van geneesheren-specialisten bestaat uit een nederlandsstalige en een franstalige kamer, die de zaken onderzoeken, die respectievelijk in het Nederlands of in het Frans moeten worden behandeld.

De Raad wordt voorgezeten door een doctor in de genees-, heel- en verloskunde die door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort wordt aangewezen uit de ambtenaren van zijn departement.

§ 2. Elke kamer bestaat uit zestien leden en evenveel plaatsvervangers, die voor een verlengbare termijn van zes jaar door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort worden benoemd, onder wie :

— een voorzitter, doctor in de genees-, heel- en verloskunde die op een lijst met dubbeltallen wordt voorgedragen, naargelang van het geval, door de Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België of door de « Académie royale de Médecine de Belgique »;

— een doctor in de genees-, heel- en verloskunde die door de Nationale Raad van de Orde der geneesheren op een lijst met dubbeltallen wordt voorgedragen;

— zes doctors in de genees-, heel- en verloskunde van wie algemeen is bekend dat ten minste vier onder hen bevoegd zijn in de specialiteit of als specialist zijn erkend en die door de beroepsorganisaties op een lijst met dubbeltallen worden voorgedragen;

— zes doctors in de genees-, heel- en verloskunde van wie algemeen is bekend dat zij bevoegd zijn in de specialiteit of die als specialist zijn erkend, die een academisch ambt bekleden of hebben bekleden en die door de geneeskundige faculteiten van de universiteiten op een lijst met dubbeltallen worden voorgedragen;

— een doctor in de genees-, heel- en verloskunde die door de Minister van Sociale Voorzorg wordt voorgedragen;

— een doctor in de genees-, heel- en verloskunde die de Minister vertegenwoordigt tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort.

§ 3. Het secretariaat wordt waargenomen door een ambtenaar aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort.

Het secretariaat van de Hoge Raad wordt waargenomen door de secretarissen van beide kamers.

§ 4. Wanneer in beroep, een kamer moet beslissen over een aanvraag tot erkenning van een geneesheer-specialist moet zich onder de aanwezige leden een doctor in de genees-, heel- en verloskunde bevinden die tot de betrokken specialiteit behoort.

Au cas où une chambre ne comprendrait pas en son sein un membre appartenant à la spécialité en cause, elle peut désigner un docteur en médecine, chirurgie et accouchements agréé dans la spécialité, qui assiste aux délibérations avec voix consultative.

Art. 8. § 1er. Le Conseil supérieur des médecins spécialistes a pour mission d'adresser au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions des propositions relatives à l'établissement des critères concernant :

- 1° l'agrément des médecins spécialistes;
- 2° l'agrément des maîtres de stage;
- 3° l'agrément des centres et des services de stage.

§ 2. Il a également pour mission d'adresser au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions un avis motivé sur les demandes d'agrément introduites par les médecins, centres et services qui désirent accueillir des médecins qui entreprennent un stage de formation de médecine spécialisée.

§ 3. Chaque chambre du Conseil supérieur des médecins spécialistes a pour mission de donner des avis motivés sur les recours introduits par les requérants contre les avis donnés par la Commission d'agrément sur le plan de stage ou sur la demande d'agrément comme médecin spécialiste.

Elle donne également un avis motivé sur cette demande d'agrément à la requête du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

CHAPITRE III. — Procédure

Art. 9. § 1er. Le docteur en médecine, chirurgie et accouchements qui désire fournir, au titre de spécialiste, les prestations visées par la réglementation arrêtée en exécution des dispositions légales relatives à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, est tenu, avant d'entreprendre sa formation, d'adresser au Ministre, à l'intention de la Commission d'agrément compétente, un plan des stages qu'il compte effectuer, ce plan comportant l'indication du ou des maîtres de stage ainsi que des centres et services où les stages seront accomplis.

Si les stages ont lieu en Belgique, ils doivent nécessairement être effectués auprès de maîtres de stage, centres et services agréés.

Le Ministre soumet sans délai le plan à la commission d'agrément compétente.

§ 2. La demande d'agrément en qualité de médecin spécialiste est adressée par lettre recommandée au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions en y joignant les certificats, attestations et autres documents susceptibles d'étayer la demande. Celle-ci est transmise sans délai à la Chambre de la Commission d'agrément compétente.

§ 3. La demande d'agrément en qualité de maître de stage, de centre ou de service agréé est adressée par lettre recommandée au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Celui-ci la soumet sans délai au Conseil supérieur des médecins spécialistes.

Le Conseil supérieur peut désigner un de ses membres pour procéder à une enquête auprès des services et centres qui sollicitent l'agrément et pour lui faire rapport.

Art. 10. Pour délibérer et décider valablement, quatre membres au moins de la chambre de la Commission d'agrément doivent être présents.

La chambre se prononce dans les soixante jours qui suivent celui de la réception du dossier transmis par le Ministre.

Elle se prononce à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la proposition est rejetée.

Art. 11. L'avis motivé donné par la chambre sur la demande d'agrément est communiqué au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et notifié au requérant par lettre recommandée.

L'avis motivé donné par la chambre sur le plan de stage est notifié directement au requérant par lettre recommandée.

Les notifications prévues au présent article sont faites dans les quinze jours de l'avis.

Art. 12. Dans les trente jours de la notification, le médecin peut introduire un recours auprès du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Celui-ci le soumet sans délai au Conseil supérieur des médecins spécialistes.

Indien de kamer onder haar leden geen lid telt die behoort tot de betrokken specialiteit mag zij een doctor in de genees-, heel- en verloskunde aanwijzen, die als zodanige specialist is erkend en met raadgevende stem aan de beraadslagingen zal deelnemen.

Art. 8. § 1. De Hoge Raad van geneesheren-specialisten heeft tot taak de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort voorstellen te doen betreffende het vaststellen van de criteria voor :

- 1° de erkenning van geneesheren-specialisten;
- 2° de erkenning van stagemeesters;
- 3° de erkenning van stagecentra en -diensten.

§ 2. De Raad is eveneens ermee belast aan de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort een beredeneerd advies te sturen over de aanvragen tot erkenning, ingediend door de geneesheren, de centra en de diensten die geneesheren wensen op te nemen die een opleidingsstage volgen in de gespecialiseerde geneeskunde.

§ 3. Elke kamer van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten heeft tot taak een beredeneerd advies te verstrekken over de door de verzoekers ingestelde beroepen tegen de door de erkenningscommissie verstrekte adviezen over het stageplan of over de aanvraag tot erkenning als geneesheer-specialist.

Op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, verstrekt ze eveneens een beredeneerd advies over die erkenningsaanvraag.

HOOFDSTUK III. — Procedure

Art. 9. § 1. De doctor in de genees-, heel- en verloskunde, die als specialist de verstrekkingen wenst te verrichten bedoeld in de reglementering die is vastgesteld ter uitvoering van de wettelijke bepalingen betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering moet, vooraleer hij met zijn opleiding begint, ten behoeve van de bevoegde erkenningscommissie aan de Minister een plan toezenden van de stages die hij hoopt te verrichten en waarin zullen zijn vermeld de stage meester(s) alsmede de centra en diensten waar de stages zullen plaatsvinden.

Stages die in België worden gevolgd, moeten noodzakelijk door erkende stage meesters worden geleid en in erkende stagecentra en -diensten worden verricht.

De Minister legt het plan onverwijld voor aan de bevoegde erkenningscommissie.

§ 2. De aanvraag tot erkenning als geneesheer-specialist wordt bij aangetekende brief gestuurd aan de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort samen met de getuigschriften, attesten en andere stukken die de aanvraag kracht kunnen bijzetten. Ze wordt dan onverwijld doorgezonden aan de kamer van de bevoegde erkenningscommissie.

§ 3. De aanvraag tot erkenning als stage meester, stage centrum of -dienst wordt bij aangetekende brief gestuurd aan de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort. Deze legt ze onmiddellijk voor aan de Hoge Raad van geneesheren-specialisten.

De Hoge Raad kan één van zijn leden ermee belasten bij de diensten en centra die om erkenning verzoeken een onderzoek in te stellen en om rapport erover uit te brengen.

Art. 10. Om geldig te kunnen beraadslagen en beslissen, moeten minste vier leden van de kamer van de erkenningscommissie aanwezig zijn.

De kamer doet uitspraak binnen zestig dagen na de dag waarop het door de Minister doorgezonden dossier werd ontvangen.

Ze spreekt zich uit bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen, wordt het voorstel verworpen.

Art. 11. Het door de kamer verstrekte beredeneerd advies over de erkenningsaanvraag wordt medegedeeld aan de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort en de verzoeker bij aangetekende brief bekendgemaakt.

Het door de kamer verstrekte beredeneerd advies over het stageplan, wordt de verzoeker rechtstreeks bij aangetekende brief bekendgemaakt.

De in dit artikel bepaalde bekendmakingen worden gedaan binnen vijftien dagen na de verstrekking van het advies.

Art. 12. Binnen dertig dagen na de bekendmaking, kan de geneesheer een beroep instellen bij de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort. Deze legt het onverwijld voor aan de Hoge Raad van geneesheren-specialisten.

De même, lorsque le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions estime ne pas pouvoir suivre l'avis de la chambre, il en informe le requérant dans les quinze jours de la communication de cet avis et lui notifie qu'il soumet, préalablement à sa décision, la demande d'agrément à l'avis de la chambre compétente du Conseil supérieur des médecins spécialistes.

Art. 13. Pour délibérer et décider valablement, les deux tiers des membres du Conseil supérieur des médecins spécialistes ou, selon le cas, des chambres qui le composent, doivent être présents.

Tant le Conseil que les chambres se prononcent à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la proposition est rejetée.

Art. 14. § 1er. Dans les soixante jours qui suivent celui où elle a été saisie de l'affaire conformément à l'article 12 du présent arrêté, la chambre intéressée du Conseil supérieur communique son avis au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, lequel statue sur l'agrément.

§ 2. Dans le même délai, la chambre intéressée du Conseil supérieur communique au requérant son avis motivé au sujet du recours concernant le plan de stage.

§ 3. Dans le même délai, le Conseil supérieur des médecins spécialistes transmet au Ministre son avis motivé concernant les demandes d'agrément en qualité de maître de stage, centre ou service.

La décision du Ministre est notifiée au requérant. Elle précise la durée de l'agrément qui ne peut dépasser six ans mais qui peut être renouvelée.

Elle peut également comporter des conditions particulières.

Art. 15. Lorsque les conditions particulières auxquelles l'agrément aurait été subordonnée ne sont plus réunies, celle-ci peut être retirée. Dans ce cas, la procédure ci-après est d'application :

Avant le retrait de l'agrément, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions informe l'intéressé de son intention et sollicite, selon le cas, l'avis de la chambre compétente de la commission d'agrément intéressée ou celui du Conseil supérieur des médecins spécialistes. Cet avis motivé est notifié au Ministre et à l'intéressé dans les conditions prévues à l'article 11.

L'avis donné par la Commission d'agrément peut faire l'objet des recours prévus à l'article 12.

Art. 16. Le médecin, le maître de stage ainsi que le centre et le service de stage qui ne désirent plus bénéficier d'une agrément consentie conformément au présent arrêté, sont tenus d'en informer le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Art. 17. Le Conseil supérieur des médecins spécialistes établit son règlement d'ordre intérieur ainsi que celui des commissions d'agrément. Ce règlement est soumis à l'approbation du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Art. 18. Les critères d'agrément des maîtres de stage, des centres et des services de stage ainsi que des médecins spécialistes sont publiés au *Moniteur belge*.

La liste des maîtres de stage, des centres et des services de stage qui ont obtenu l'agrément est tenue à jour et publiée au *Moniteur belge*. Chaque modification fait également l'objet d'une même publication.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 19. Les présidents et membres des commissions d'agrément des médecins spécialistes et du Conseil supérieur des médecins spécialistes.

1° à un jeton de présence, conformément aux dispositions de l'arrêté du Régent du 15 juillet 1946 fixant le montant des indemnités allouées aux membres des commissions permanentes ressortissant au département de la Santé publique et de la Famille.

Les membres fonctionnaires ne peuvent y prétendre que si leur présence aux séances entraîne des prestations en dehors de leurs heures normales de service;

2° au remboursement des frais de parcours conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

Wanneer de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, oordeelt het advies van de kamer niet te kunnen volgen, maakt hij daarvan melding aan de verzoeker binnen vijftien dagen na de melding van dat advies en brengt hij hem ter kennis dat hij, vooraleer een beslissing te nemen, de erkenningsaanvraag voorlegt aan de bevoegde kamer en de Hoge Raad van geneesheren-specialisten.

Art. 13. Om geldig te kunnen beraadslagen en beslissen, moet twee derde van de leden van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten of, naar gelang van het geval, van de kamers waaruit hij is samengesteld, aanwezig zijn.

De Raad en de kamers spreken zich uit bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen, wordt het voorstel verworpen.

Art. 14. § 1. Binnen zestig dagen na de dag waarop de zaak overeenkomstig artikel 12 van dit besluit aanhangig werd gemaakt, deelt de betrokken kamer van de Hoge Raad haar advies mede aan de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort; deze doet uitspraak over de erkenning.

§ 2. Binnen dezelfde termijn deelt de betrokken kamer van de Hoge Raad de verzoeker haar beredeneerd advies mede over het beroep aangaande het stageplan.

§ 3. Binnen dezelfde termijn stuurt de Hoge Raad van geneesheren-specialisten aan de Minister zijn beredeneerd advies over de aanvragen tot erkenning als stagemeester, dan wel als stagecentrum of -dienst.

De beslissing van de Minister wordt de verzoeker bekendgemaakt. Ze bepaalt de duur van de erkenning, die zes jaar niet mag overschrijden maar die kan worden verlengd.

Ze kan eveneens bijzondere voorwaarden inhouden.

Art. 15. Wanneer de bijzondere voorwaarden waaraan de erkenning zou zijn onderworpen niet meer zijn vervuld, kan deze worden ingetrokken. In dat geval zijn de hierna volgende regels van toepassing :

Vooraleer de erkenning in te trekken, maakt de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, zijn inzicht kenbaar aan de betrokkene, en verzoekt hij om het advies, naargelang van het geval, van de bevoegde kamer van de betrokken erkenningscommissie of van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten. Dat beredeneerd advies wordt de Minister en de betrokkene bekendgemaakt op de wijze die in artikel 11 is bepaald.

Tegen het door de erkenningscommissie verstrekte advies kan een beroep worden ingesteld zoals bepaald in artikel 12.

Art. 16. De geneesheer, de stagemeester alsmede het stagecentrum of de stagedienst die niet langer de erkenning wensen te genieten die hun overeenkomstig dit besluit werd toegekend, moeten daarvan de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort op de hoogte brengen.

Art. 17. De Hoge Raad van geneesheren-specialisten stelt zijn huishoudelijk reglement vast alsmede dat van de erkenningscommissies. Dat reglement wordt de Minister, tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 18. De normen voor de erkenning van stagemeesters, stagecentra en -diensten evenals van geneesheren-specialisten worden in het *Nederlandsch Staatsblad* gepubliceerd.

De lijst van de stagemeesters en ook van de stagecentra en -diensten die de erkenning hebben bekomen, wordt bijgehouden en in het *Nederlandsch Staatsblad* gepubliceerd. Elke wijziging in die lijst wordt op gelijke wijze gepubliceerd.

HOOFDSTUK IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 19. De voorzitters en leden van de erkenningscommissie voor geneesheren-specialisten en van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten hebben recht op :

1° een presentiegeld, overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regent van 15 juli 1946, tot vaststelling van de vergoedingen toegekend aan de leden van de permanente commissies die van het departement van Volksgezondheid en van het Gezin afhangen;

De ambtelijke leden kunnen alleen aanspraak erop maken indien hun aanwezigheid op de vergaderingen prestaties vergt buiten hun gewone diensturen;

2° de terugbetaling van de reiskosten, overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965, houdende algemene regeling inzake reiskosten;

3° au remboursement des frais de séjour, conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Pour l'application du présent article, les membres non fonctionnaires des commissions d'agrément des médecins spécialistes et du Conseil supérieur des médecins spécialistes sont assimilés aux agents titulaires d'un grade classé dans un des rangs 15, 16 ou 17.

Art. 20. Les dispositions de l'article 9, § 1er, ne sont pas applicables aux médecins qui, dans les nonante jours de la publication du présent arrêté, notifieront au Ministre qu'ils ont entamé, avant la date de cette publication, un stage de médecine spécialisée.

Cette notification comportera notamment l'indication des maîtres de stage, ainsi que celle des centres et services où ces stages ont été ou seront accomplis; elle tient lieu, à l'égard des médecins visés à l'alinéa 1er, de plan de stage approuvé.

Art. 21. L'arrêté royal du 12 septembre 1957 relatif à l'agrément des médecins spécialistes, en exécution de l'arrêté royal du 22 septembre 1955, organique de l'assurance maladie-invalidité, est abrogé.

Toutefois, les demandes d'agrément en qualité de médecin spécialiste, introduites lors de la mise en vigueur du présent arrêté, sont instruites selon les dispositions de l'arrêté royal précité du 12 septembre 1957.

Art. 22. Les agréments accordés avant la mise en vigueur du présent arrêté sont maintenues.

Elles ne peuvent être retirées que dans les cas où ce retrait aurait pu être prononcé sous le régime de l'arrêté royal précité du 12 septembre 1957.

Art. 23. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 1971.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,

L. NAMECHE

Le Ministre du Budget, | De Minister van Begroting,

M. DENIS

3° de terugbetaling van de verblijfkosten, overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

Voor de toepassing van dit artikel worden de niet-ambtelijke leden van de commissies voor de erkenning van geneesheren-specialisten en van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten gelijkgesteld met de ambtenaren die een graad bekleden van rang 15, 16 of 17.

Art. 20. De bepalingen van artikel 9, § 1, zijn niet van toepassing op de geneesheren die, binnen negentig dagen na de publicatie van dit besluit, de Minister ervan in kennis zullen hebben gesteld dat ze vóór de datum van die publicatie een stage van gespecialiseerde geneeskunde zijn begonnen.

In die kennisgeving moet onder meer zijn vermeld de naam van de stagemeesters alsook de aanduiding van de centra en diensten waar die stages werden of zullen worden gevolgd; voor de in het eerste lid genoemde geneesheren geldt die kennisgeving als een goedgekeurd stageplan.

Art. 21. Het koninklijk besluit van 12 september 1957 betreffende de erkenning van de geneesheren-specialisten, ter uitvoering van het organiek koninklijk besluit van 22 september 1955 van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, wordt opgeheven.

De aanvragen tot erkenning als geneesheer-specialist, die bij de inwerkingtreding van dit besluit zullen zijn ingediend, worden evenwel onderzocht volgens de bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 12 september 1957.

Art. 22. Erkenningen, die vóór de inwerkingtreding van dit besluit worden toegekend, blijven van kracht.

Ze kunnen alleen worden ingetrokken in de gevallen waar die intrekking met toepassing van het voormelde koninklijk besluit van 12 september 1957 kon worden uitgesproken.

Art. 23. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 oktober 1971.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,

Centres de santé. — Agrément

Par arrêté ministériel du 23 août 1971, le Centre de santé n° 5601, rue des Sœurs de Charité, à Tournai, est autorisé à porter le titre de Centre de santé agréé pour la période du 1er septembre 1971 au 31 août 1972.

L'agrément précité est valable pour les prestations subsidiaires énumérées ci-après :

épreuves tuberculiques cutanées;
examens biométriques et cliniques généraux.

Par arrêté ministériel du 27 août 1971, l'A.S.B.L. Centre de Santé « Amaat Lerno », n° 4.401, Holstraat 95, à Gand, est autorisée à porter le titre de centre de santé agréé pour la période du 1er septembre 1971 au 31 août 1972.

L'agrément précité est valable pour les prestations subsidiaires énumérées ci-après :

— examens biométriques et cliniques généraux;
— épreuves tuberculiques cutanées.

Par arrêté ministériel du 27 août 1971, le centre de santé, n° 7.302, Wijkstraat, à Tongres, est autorisé à porter le titre de centre de santé agréé, pour la période du 1er septembre 1971 au 31 août 1974.

Gezondheidscentra. — Erkenning

Bij ministerieel besluit van 23 augustus 1971, is het Gezondheidscentrum, nr. 5601, rue des Sœurs de Charité, te Doornik, ertoe gemachtigd de titel van erkend gezondheidscentrum te voeren, voor de periode van 1 september 1971 tot 31 augustus 1972.

Deze erkenning is geldig voor de hierna vermelde subsidieerbare prestaties.

algemene biometrische en klinische onderzoeken;
tuberculineproeven op de huid.

Bij ministerieel besluit van 27 augustus 1971, is de V.Z.W. Gezondheidscentrum « Amaat Lerno », nr. 4.401, Holstraat 95, te Gent, ertoe gemachtigd de titel van erkend gezondheidscentrum te voeren, gedurende de periode van 1 september 1971 tot 31 augustus 1972.

Deze erkenning is geldig voor de hierna vermelde subsidieerbare prestaties :

— algemene biometrische en klinische onderzoeken;
— tuberculineproeven op de huid.

Bij ministerieel besluit van 27 augustus 1971, is het gezondheidscentrum, nr. 7.302, Wijkstraat, te Tongeren, ertoe gemachtigd de titel van erkend gezondheidscentrum te voeren, gedurende de periode van 1 september 1971 tot 31 augustus 1974.